

Rencontres entre VOUS et NOUS

ENTRETIENS AVEC DES ÉLUES AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Collaboration entre :

le Groupe de travail des femmes élues
de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador
et
le Conseil du statut de la femme

Recherche et rédaction

Équipe conjointe

Lorraine Bastien, mandatée par le groupe de travail des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL)
Marc Rouillier, Conseil du statut de la femme

Consultante-méthodologie

Lucie Gélinau, chercheure Centre affilié universitaire - Centre de santé et des services sociaux de la Vieille Capitale

Direction de la recherche et de l'analyse

Marie-Andrée Allard, Conseil du statut de la femme

Révision

Francine Bérubé, Conseil du statut de la femme

Soutien technique

Anne Picard Savard, Groupe Nekiera'ha et groupe de travail des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL)

Édition

Direction des communications

Nathalie Savard, Conseil du statut de la femme

Coordination de l'édition

Mélanie Grenier, Conseil du statut de la femme
Sabrina Robichaud, Conseil du statut de la femme

Conception visuelle et mise en page

Geneviève Pinard, graphiste

Éditeur

Conseil du statut de la femme
Direction des communications
800, place D'Youville, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 6E2
Téléphone : 418-643-4326 ou 1 800 463-2851
Télécopieur : 418 643-8926
Internet : www.csf.gouv.qc.ca
Courrier électronique : publications@csf.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2010
ISBN : 978-2-550-58002-7 (version française imprimée)
ISBN : 978-2-550-58003-4 (version française électronique)

© Gouvernement du Québec

Remerciements de l'équipe de recherche

Nous tenons à remercier les membres du groupe de travail des femmes élues de l'APNQL ainsi que l'ensemble des femmes autochtones élues du Québec pour la confiance qu'elles ont accordée à l'équipe de recherche, plus particulièrement celles qui se sont déplacées pour venir à notre rencontre, et ce, malgré des horaires remplis d'obligations politiques, professionnelles et familiales, dans un contexte où le temps n'était pas toujours clément. Nous souhaitons souligner la participation d'anciennes élues et d'aînées des Premières Nations lors des travaux préparatoires en lien avec la présente et les remercions chaleureusement. Nous tenons aussi à remercier les membres des communautés qui nous ont accueillis ou qui ont facilité notre passage en région, de même que M^{mes} Anne Picard Savard et Francine Bérubé pour leur soutien technique. Nous remercions également les répondantes régionales du Conseil du statut de la femme qui ont favorisé la liaison en région, plus particulièrement M^{me} Reine Bohbot pour son rôle proactif lors de nos travaux. Nous devons signaler la contribution des chercheuses de la Direction de la recherche et de l'analyse, particulièrement M^{mes} Marie-Hélène Labelle (anthropologie) Annie Desaulniers (histoire) et Susanne Gilbert (sociologie), pour leurs conseils ponctuels en fonction de leurs champs d'expertise ainsi que le soutien des techniciennes du Centre de documentation de la même direction.

Le groupe de travail des femmes élues a été créé en 2007 par l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) afin de préparer une proposition sur le mandat de représentativité de l'APNQL au Conseil des femmes de l'Assemblée des Premières Nations (APN) ainsi que sur la définition et la création éventuelle d'une structure de soutien à cette représentation.

Le Conseil du statut de la femme est un organisme de consultation et d'étude créé en 1973. Il donne son avis sur tout sujet soumis à son analyse relativement à l'égalité et au respect des droits des femmes. L'assemblée des membres du Conseil est composée de la présidente et de dix femmes provenant des associations féminines, des milieux universitaires, des groupes socio-économiques et des syndicats.



Paroles de femmes, de femmes élues (ou désignées selon la coutume), présentes, actives et impliquées.

Paroles de femmes qui s'expriment avec conviction, qui disent leurs vœux, leurs visions mais qui, par de mystérieuses évolutions et ramifications, sont demeurées tuées ou plutôt non entendues!

Rencontre entre vous et nous. Un recueil de phrases, de pensées, fruit d'une **collaboration inédite entre nous et vous.** Entre les femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et le Conseil du statut de la femme. Entre femmes de terrain, femmes d'esprit et femmes de décisions. Pour celles et ceux qui ne nous connaissaient pas, une occasion unique de nous rencontrer, de nous côtoyer, de comprendre nos attentes, notre sentier, notre avenir.

Échanges avec des femmes élues autochtones. Un échange rendu possible grâce à la collaboration ouverte et étroite entre nos organisations. Échange vivant de volontés, dont particulièrement celle de M^{me} Christiane Pelchat, présidente du Conseil du statut de la femme, sans qui cette recherche n'aurait pu exister. Je la remercie de son écoute, mais surtout de son intégrité et de sa conviction, inébranlable, envers LA FORCE des femmes et l'ÉQUILIBRE qu'elles apportent, aujourd'hui et depuis toujours, à nos sociétés. Avec peu de mots et peu de temps, elle a su saisir « **ce que nous recherchions** », ce qui est rare et toujours bienvenu. Preuve qu'une collaboration étroite, sans fard, peut être porteuse. Encore une fois, un grand merci pour avoir soutenu la réalisation de cette recherche et surtout de cette collaboration qui, je l'espère, se poursuivra encore longtemps.

Merci également aux chefs de l'APNQL et plus particulièrement au chef régional, M. Ghislain Picard, pour avoir soutenu cette recherche et avoir compris les interrogations que je soulevais en présentant un document de réflexion à l'automne 2007. Je tiens également à souligner l'implication du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, région du Québec, qui a soutenu la participation d'une ressource autochtone à toutes les phases du processus.

Enfin, je tiens à souligner les efforts de toutes les militantes autochtones qui, depuis plus de 35 ans, soutiennent la cause des femmes des Premières Nations.

Appréciez cette lecture, vous toutes et surtout jeunes femmes par qui notre avenir passera.

Marjolaine Étienne
Vice-chef aux affaires extérieures du Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean
Élue désignée au Conseil des femmes de l'APN





Mot de M^{me} Pelchat

Il m'est très agréable de vous présenter les résultats de cette recherche-action participative réalisée conjointement avec le groupe de travail des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL). Le Conseil du statut de la femme a saisi cette occasion unique de travail conjoint avec les femmes élues autochtones afin de constituer un portrait collectif de ces femmes décideuses et de mieux les connaître et les faire connaître.

La parole de femmes élues, ou désignées selon la coutume, est au cœur de ce recueil. Ce document, présenté différemment des travaux habituels du Conseil, se veut d'abord un écrit pour vous, élues autochtones du Québec, de même qu'une référence pour votre relève.

Il identifie ce qui vous unit et souligne certains besoins, dont ceux visant à donner priorité à une relève féminine. Cet ouvrage se veut aussi un document d'intérêt pour celles et ceux qui souhaiteraient mieux vous connaître à titre de regroupement de femmes engagées. J'ai été impressionnée de constater les réalités et les défis auxquels vous devez faire face. J'ai aussi été touchée, comme ancienne élue, de voir les similitudes que nous partageons, et ce, malgré nos différences culturelles et historiques.

Je tiens à remercier toutes les élues qui ont participé, tant à l'occasion des groupes de parole que lors des diverses phases du processus qui a mené à l'élaboration de ce portrait collectif. Je remercie également toute l'équipe de recherche et ne peux qu'exprimer ma gratitude envers M^{me} Marjolaine Étienne pour avoir permis ce rapprochement entre l'APNQL et le Conseil dans le but de soutenir les femmes élues autochtones du Québec.

Enfin, j'encourage tous les ministères et les organismes, qui travaillent avec le milieu autochtone, à s'inspirer de cette réussite fondée sur le respect mutuel et la complicité.

Conseil du statut
de la femme

Québec 

Christiane Pelchat

Présidente

Conseil du statut de la femme

Table des matières

Remerciements de l'équipe de recherche	3
Mot de M ^{me} Étienne	4
Mot de M ^{me} Pelchat	5
Préambule	7
Introduction	8
1. De manière générale	9
2. De manière spécifique	11
2.1 Conditions de vie de vos collectivités	12
2.2 Identité, culture et langue	13
2.3 Le respect des droits collectifs	14
3. L'équilibre dans la complémentarité : la place des femmes en politique autochtone, un rôle essentiel pour le mieux-être global	16
4. Les besoins que vous avez identifiés comme femmes élues	18
4.1 Soutien	19
4.2 Formation	20
4.3 Relève	21
Conclusion	22
Annexe	23

Préambule

Ce document met en évidence la parole des femmes élues autochtones du Québec rencontrées dans le cadre d'une collaboration unique entre le groupe de travail des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL)¹ et le Conseil du statut de la femme afin d'établir un portrait collectif. L'essentiel du processus et de la méthodologie se retrouve en annexe. Compte tenu des diverses réalités linguistiques, plusieurs des paroles des femmes élues que vous trouverez en encadré ont été traduites de manière libre par l'équipe de recherche conjointe. Ce recueil, qui utilise le vouvoiement, s'adresse d'abord aux femmes élues autochtones, principales participantes, qui souhaitent se connaître et se reconnaître au moyen d'une recherche-action participative. La carte géographique présentée sur cette page met en lumière les collectivités autochtones du Québec. Notons que l'APNQL représente 10 des 11 nations autochtones du Québec.

Les nations autochtones du Québec

- Abénaquis
- Algonquins
- Attikameks
- Cris
- Hurons-Wendats
- Innus (Montagnais)
- Malécites
- Micmacs
- Mohawks
- Naskapis
- Inuits*

* Notons que la nation inuite n'est pas membre de l'APNQL.

¹ Pour plus d'information sur les collectivités et leur représentation politique, vous pouvez consulter le site Internet de l'APNQL [<http://www.apnql-afnql.com/fr/accueil/index.php>] et celui du ministère des Affaires indiennes du Nord Canada au [www.ainc-inac.gc.ca] dans la section « Profils des collectivités – administration ». Enfin, vous pouvez obtenir de l'information complémentaire en consultant le site du Secrétariat aux affaires autochtones du Québec [<http://www.autochtones.gouv.qc.ca/index.asp>]



Introduction

Le présent document fait suite à une démarche de collaboration entre vous et nous, afin de mieux connaître vos réalités en tant que femmes élues autochtones. Sur les 22 femmes élues que nous avons rencontrées lors des groupes de parole, qui ont eu lieu du 11 mars 2009 au 16 avril de la même année, la vaste majorité d'entre vous croit à l'importance de la parité entre femmes et hommes au sein des instances politiques ainsi qu'à la place des femmes en politique autochtone afin de favoriser l'équilibre dans les processus décisionnels.

Nous tenons à souligner qu'à l'automne 2008, l'APNQL répertoriait, pour la première fois, lors des préparations visant le premier grand rassemblement des femmes élues du Québec et du Labrador, 80 élues autochtones au Québec. Cette première rencontre entre vous, élues autochtones, et votre participation aux groupes de parole menant à la présente ont mis en évidence l'importance de vous rencontrer entre femmes élues, de même que celle de vous connaître et de vous reconnaître.

- *On doit travailler dans l'équilibre hommes-femmes pour le mieux-être des nôtres.*
- *S'il n'y avait pas de femmes au Conseil, la vie serait plus difficile pour la communauté. **L'équilibre, c'est important.** Il faut surtout s'assurer de ne pas laisser toute la place aux hommes. C'est dangereux, c'est le déséquilibre.*

1. De manière générale

Selon vos propos, certaines d'entre vous ont toujours voulu faire de la politique, et ce, pour des raisons personnelles (choix de carrière ou autres) ou pour des raisons politiques (notamment la continuité de l'engagement d'une cause chère à un de vos parents). Toutefois, la majorité semble arrivée au poste d'élue à la suite d'une conjoncture d'éléments circonstanciels (demande d'un chef pour joindre l'équipe, demandes soutenues du clan ou de la famille, engagement politique à la suite d'un évènement de vie, etc.).

Un nombre très important d'entre vous incarne des modèles d'accomplissement respectés aux yeux de vos communautés. Ainsi, avant de vous engager en politique, plusieurs ont été invitées, de par la nature de leur personnalité et de leurs engagements sociocommunautaires, à soumettre leur candidature au poste de conseillère, de chef ou de grande chef. Cette invitation agit souvent comme incitatif à la réflexion (catalyseur). Ces encouragements à l'engagement politique, fréquemment faits par la famille (immédiate ou élargie) et souvent par certains membres (influents ou non) de la collectivité alimentent le processus de réflexion afférent. Votre décision de vous investir en politique, ou d'y demeurer, est toutefois prise sur la base de considérants plus personnels qui incluent notamment l'impact potentiel sur votre vie familiale. L'expérience de la vie politique, bien que généralement positive, peut parfois porter ombrage à votre vie et à celle de vos proches au sein de la communauté.

- *Mon **grand-père** était chef, ça m'a donné confiance en mes capacités.*
- *Mes **parents** souhaitaient que je m'implique en politique. Mon père m'a dit qu'il était temps de faire quelque chose.*
- *Les **femmes voulaient une femme élue**, mais personne ne voulait y aller.*
- *Dans la communauté, il y a des gens qui sont des **modèles**; ils ont eu une influence sur ma décision d'aller en politique.*
- *D'être en politique, **c'est un cheminement de vie**, c'était un objectif dans ma vie. Après 25 ans de préparation et mûre réflexion, je me suis lancée.*
- *Ce sont les gens de la communauté qui **sont venus me demander de me présenter**. **C'est l'image que je projette** dans la communauté qui les a incités à me demander d'aller en politique : mon éducation, mon comportement social, ma vie.*
- *J'ai été **sollicitée longtemps** par la communauté, **par un aîné**, pour me présenter en politique.*
- *J'étais en colère, je n'étais pas d'accord avec la façon dont le chef gérait la communauté, **je trouvais qu'il y avait des injustices, du favoritisme**. J'ai décidé de m'impliquer pour corriger les choses, amener le changement.*
- *L'**expérience politique du parent peut décourager les enfants, les écœurer de la politique** (pourquoi je ferais quelque chose!). On doit faire attention à ça, revaloriser le rôle de politicien.*
- *Nos **qualités naturelles de leader** (honneur, probité, justice) font que les gens veulent qu'on s'implique en politique.*
- *On fait de la politique pour le challenge, pour la satisfaction personnelle, pour des dossiers, pour des projets... **Si tu as des capacités, tu peux faire des choses pour la communauté; tu dois essayer, tu dois y aller, tu n'as pas le choix. Ça devient une passion.***

Les propos émis par bon nombre d'entre vous indiquent que le choix de faire de la politique est souvent lié à des principes éthiques, à une conscience personnelle de vos capacités et de la nécessité d'en faire bénéficier la communauté. Ces principes donnent priorité particulièrement aux enfants et à la famille. Ils accordent, sur le plan communautaire, un espace d'égale importance, aux jeunes, aux aînés, aux femmes, aux hommes et, à certains égards, au clan et à la nation.

Que vous soyez reconnues pour vos habiletés de leadership naturel, que vous reflétiez l'espoir et l'engagement pour avoir surmonté certains événements de la vie² ou que vous cherchiez à atteindre un objectif de carrière politique, la majorité d'entre vous se démontre très peu encline à la quête du pouvoir pour le pouvoir. Vous êtes spécialement habitées par la quête de solutions créatives et stratégiques locales. La nation, le régional ou le pancanadien autochtone est peu présent dans le discours entendu, sauf pour mentionner le manque de communication de ces instances envers vous. La méconnaissance de ces organisations et de leurs mandats respectifs est fréquemment soulignée dans vos propos et reflète cette problématique de communication. La communauté, celle pour laquelle vous vous êtes engagées, reste et demeure votre priorité politique.

- *Je suis en politique pour aider au mieux-être global de ma communauté. Il y a beaucoup de problèmes. J'ai des connaissances et des capacités, elles doivent servir à la communauté. On doit pouvoir faire la différence, apporter des changements dans la communauté. On doit démontrer notre capacité de faire, nous devons avancer pierre par pierre.*
- *Ma présence en politique découle d'un chemin de vie. Je suis devenue politicienne avec le temps. J'ai toujours été une femme de projet. Je me suis rendue compte que ma communauté avait besoin de mes qualités, je ne pouvais pas ne pas y aller. **C'est une mission que je me suis donnée.***
- *On doit être créatif pour réussir à aider notre communauté. C'est long, ça prend beaucoup de temps. On doit développer des idées pour éveiller l'intérêt des jeunes pour leur communauté. C'est notre avenir. On doit les mobiliser. On doit mobiliser la collectivité. On doit mettre en place des outils pour favoriser l'éclosion de l'intérêt pour l'avenir de la communauté. **On doit aider, supporter les jeunes. Les amener plus loin. C'est notre responsabilité.***
- *On doit s'habituer à travailler avec le niveau régional. On doit les connaître.*

² Par exemple, avoir quitté la collectivité pour poursuivre des études et y revenir, avoir occupé des postes à l'extérieur et avoir eu une ou des difficultés personnelles et surtout les avoir surmontées ou autres.

2. De manière spécifique

Plusieurs exemples personnels et anecdotes ont coloré les sept groupes de parole dont la dynamique variait sensiblement selon leur composition (mixité des nations ou non, usage d'une, de deux ou de trois langues durant les échanges, etc.). Parfois en anglais et en langue autochtone, mais souvent en français, vous nous avez fait part de vos revendications individuelles et de vos préoccupations collectives. L'éducation, la santé et les services sociaux sont les dossiers qui vous sont encore les plus souvent attribués une fois élues. Toutefois, l'émergence de la place des femmes dans les dossiers liés aux revendications territoriales et au développement économique se fait davantage ressentir selon certaines.

Outre différents éléments plus personnels, associés notamment à vos histoires de vie, vos propos, bien que variés, permettent de dégager trois axes récurrents qui, à la fois, sont sources de motivation (engagement) et moteur d'action(s) politique(s).

Ces axes, présentés sans ordre de priorités, sont :

- conditions de vie de vos collectivités;
- identité, culture et langue; et
- droits collectifs (et non-discrimination).

- *Il y a des choses qui doivent être changées. Je veux changer des choses, c'est pour ça que je suis là. Injustice, manque d'aide et d'entraide, **il y a beaucoup de problèmes dans les communautés : drogue, alcool, violence, santé**. On doit s'en occuper, mais on doit aussi travailler au développement économique.*
- *Il faut réveiller les gens, leur faire comprendre qu'il faut penser à l'avenir, aux enfants, à la langue, à la culture, c'est urgent.*
- *Je suis très préoccupée par nos droits. Nous devons les protéger, nous protéger.*

2.1 Conditions de vie de vos collectivités

Le mieux-être de votre collectivité et des enfants vous unit dans l'engagement politique sans toutefois que vous privilégiez les mêmes solutions ou actions politiques. Vous avez clairement exprimé que les conditions de vie de vos collectivités vous préoccupent grandement.

Selon vos propos, ces conditions, qui varient sensiblement d'une collectivité à l'autre, nuisent fréquemment à la santé des populations autochtones et au développement économique local. Pour certaines, le manque de services directs à la population et l'absence de programmes de prévention, en lien avec les conditions de vie, sont au cœur de vos préoccupations.

Plusieurs d'entre vous ont signalé que la cohabitation associée au manque de logements est l'une des réalités sociales les plus préoccupantes puisqu'elle est directement liée à d'autres problèmes, notamment la violence et la démobilitation des jeunes (manque d'espoir).

Malgré la lourdeur des réalités communautaires en cause, peu d'entre vous se disent découragées par l'ampleur de la tâche, bien que le besoin de soutien ait été clairement exprimé. Vous ne dramatisez pas les situations sociales; au contraire, dans l'ensemble, une profonde sagesse émane de vos propos lorsque la réalité et les défis associés aux conditions de vie sont évoqués. L'urgence de responsabiliser les membres de la communauté sur le plan individuel et collectif comme solution aux défis à relever est exprimée. On mentionne également que l'amélioration des conditions de vie doit passer par la formation de la main-d'œuvre et le développement économique.

Enfin, la diversité de vos réalités sociocommunautaires met en évidence une grande disparité entre vos réalités et vos besoins. Elle souligne la difficulté actuelle pour les femmes élues autochtones de trouver un axe d'intervention politique commun.

- *Je suis en politique pour **changer des choses, pour le mieux-être de ma communauté.***
- ***Le dossier des placements d'enfants, de l'adoption, de la protection de la jeunesse est très important. Si on perd nos enfants, on perd tout.***
- *Personne ne s'occupait de la santé mentale, seulement la santé communautaire.*
- ***L'habitation est un grand problème.** Quand tu es mal logé, ça ne va pas bien : violence, décrochage, découragement...*
- ***Le manque de logements est un enjeu important.** Je suis en politique pour travailler ce dossier. Je veux y mettre toute mon énergie.*
- *Les priorités sont le **développement de la main-d'œuvre, la formation, les communications et le développement économique et commercial.***
- ***Le support aux familles et l'habitation sont aussi très importants.***
- *On est pris dans l'autonomie. Avant, on travaillait sur les infrastructures seulement; aujourd'hui, il faut s'occuper des ressources humaines, des gens, de l'éducation, de la formation. **On doit avoir des discours orientés sur l'autonomie, la responsabilisation individuelle et collective.***
- *Les enjeux importants sont **la scolarisation, la violence et la toxicomanie, la loi 125³ et l'autonomie.***

³ Projet de loi no 125, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives.

2.2 Identité, culture et langue

L'attachement à la valeur identitaire et culturelle autochtone ainsi qu'à la langue est un élément notable et récurrent dans vos propos. Pour plusieurs, le maintien d'une identité autochtone forte est directement lié aux chances de survie des collectivités. Pour d'autres, l'effritement des valeurs culturelles s'aggrave avec la modernité et l'arrivée massive des nouvelles technologies. Certaines ont précisé que la modernité est un défi supplémentaire, impossible à contourner, et avec lequel les collectivités devront composer. La langue reste pour plusieurs le moteur culturel et identitaire par excellence et, de ce fait, doit être une priorité d'action pour la survie des Premières Nations du Québec. L'éducation est identifiée comme un enjeu important. À cette fin, le système d'éducation doit valoriser, selon vous, les principes d'égalité et s'adapter aux besoins et aux réalités autochtones (transmission des valeurs et de la culture).

La survivance de la culture passe aussi, selon certaines, par l'acquisition des différents principes ancestraux, notamment ceux de la survie en forêt et de l'apprentissage des valeurs culturelles.

Par ailleurs, vos propos font ressortir que la fierté d'être autochtone doit transcender les générations et rejaillir sur les jeunes qui, souvent, font face à la perte d'identité de manière plus accrue. Ainsi, l'éducation, tant en milieu scolaire que dans l'espace familial, est essentielle pour favoriser la transmission de valeurs. Vos propos soulignent également la nécessité et l'urgence de conscientiser la population à l'importance des actions politiques afférentes en pareille matière.

Pour plusieurs, la culture administrative imposée par les différents paliers de gouvernement est lourde et ne respecte pas les réalités du milieu autochtone. Elle est aussi identifiée comme un élément pouvant favoriser l'effritement des valeurs identitaires. Pour certaines, la nécessité de sensibiliser les allochtones est une piste de solution importante à considérer afin d'aider au maintien des valeurs identitaires. Encore une fois, la diversité des cultures de vos nations est mise en évidence lors des discussions, et ce, malgré l'attachement généralisé que vous partagez pour les valeurs communautaires qui caractérisent le milieu autochtone.

- *Améliorer la qualité de vie sociale dans la communauté, travailler sur la culture, c'est pour ça que je suis en politique.*
- *La perte de l'identité, la perte de la culture, la perte de la langue, ce sont des enjeux très importants; ils sont liés au territoire.*
- *On doit travailler sur la base communautaire, c'est la base de nos sociétés.*
- *Il y a des problèmes d'identité, la fierté d'être autochtone est en train de disparaître. C'est comme si on a honte d'être un Indien.*
- *Il faut faire comprendre aux jeunes familles que la langue, c'est notre identité. La perte de la langue, c'est dangereux, c'est la perte de notre identité. Je voulais aider les gens à retrouver leur fierté à travers la culture. Il faut arrêter de mettre en veille notre culture. Il y a un problème de fierté chez les autochtones, ils ne sont pas capables d'avoir la tête haute. Il faut travailler pour les aider.*
- *On doit développer le territoire, mais pas outrageusement, on doit toujours travailler avec les valeurs familiales. On doit faire le pont entre le développement et les valeurs familiales, culturelles...*
- *L'éducation est un enjeu important, on doit s'assurer qu'elle est égalitaire et adaptée.*
- *On doit faire en sorte que les autres comprennent mieux dans quelle situation sont réellement les autochtones.*
- *Les rapports avec les gouvernements sont complexes. Ils utilisent des mots scientifiques qu'on ne comprend pas. Le niveau de langage est difficile, on n'arrive pas à s'y retrouver. On dirait que ce n'est pas fait pour nous.*
- *On devrait mettre en place des formations pour les professionnels qui viennent travailler dans les communautés afin qu'ils comprennent bien qui nous sommes.*
- *Tous les règlements sont faits par les uns et les autres et ne tiennent pas compte de notre réalité sociale et culturelle, ils ne soutiennent pas les autochtones. On n'arrive pas à s'arrimer. C'est là-dessus qu'il faut travailler.*

2.3 Le respect des droits collectifs

Le respect des droits collectifs ainsi que la non-discrimination vous tiennent sérieusement à cœur. Ces thèmes, repris lors de chacun des groupes de parole, indiquent que l'injustice, subie ou perçue, vous mobilise en grand nombre. Ici, l'absence d'égalité des chances, les iniquités reliées aux systèmes « des Blancs » et leurs effets négatifs sur les communautés, la perte de territoires et la lourdeur bureaucratique et politique associée aux revendications sont des sujets évoqués par grand nombre d'entre vous.

Toutefois, c'est la perte de droits pour les enfants lors de métissage (biens immobiliers matrimoniaux⁴) et celle en lien avec l'adoption à la suite de placements hors réserves (les conséquences réelles ou appréhendées des lois visant la protection des enfants) qui ont enflammé vos propos émis avec sensibilité et réalisme, rappelant que la majorité d'entre vous êtes mères et même souvent grand-mères. De multiples exemples personnels, fort émouvants, ont illustré vos dires et animé les groupes de parole. Sur ce thème du respect des droits collectifs, vos différences sociocommunautaires s'effacent rapidement, vous partagez un désir de justice sociale. L'intolérance à l'injustice exprimée n'est pas exclusive aux injustices dirigées contre les autochtones et leurs nations, mais envers toute forme de discrimination ou de favoritisme.

L'absence d'information et la complexité des enjeux sont de nouveau signalées comme des limites importantes pour faire valoir vos droits et/ou avoir une portée politique significative.

- *Je suis en quête de reconnaissance de nos droits. Je ressens une injustice sociale à l'encontre des autochtones. Nous devons protéger notre identité, notre culture, nos droits.*
- *Il y a beaucoup d'injustice dans la communauté.*
- *J'aidais les personnes à prendre la parole, je les aidais à exprimer le mal-être dans la communauté, les injustices.*
- *Mon objectif, c'est de ramener la justice et l'équité dans la communauté.*
- *Je suis très préoccupée par nos droits. Nous devons les protéger, nous protéger.*
- *On a l'impression d'être dans une logique planifiée d'extinction des autochtones.*
- *On leur dit : « T'es un autochtone, tu ne peux pas réussir. » Il faut changer cette mentalité.*
- *On doit mettre en place un système politique plus neutre, plus juste. Chez nous, il y a vraiment des clans.*
- *C'est important que les autochtones soient écoutés partout où ils vont.*
- *Les dossiers sur les biens immobiliers matrimoniaux et la Loi C-31⁵ sont les enjeux prioritaires. C'est lié à l'identité, à l'avenir.*

⁴ Voir le site Internet [<http://www.afn.ca/article.asp?id=3070>].

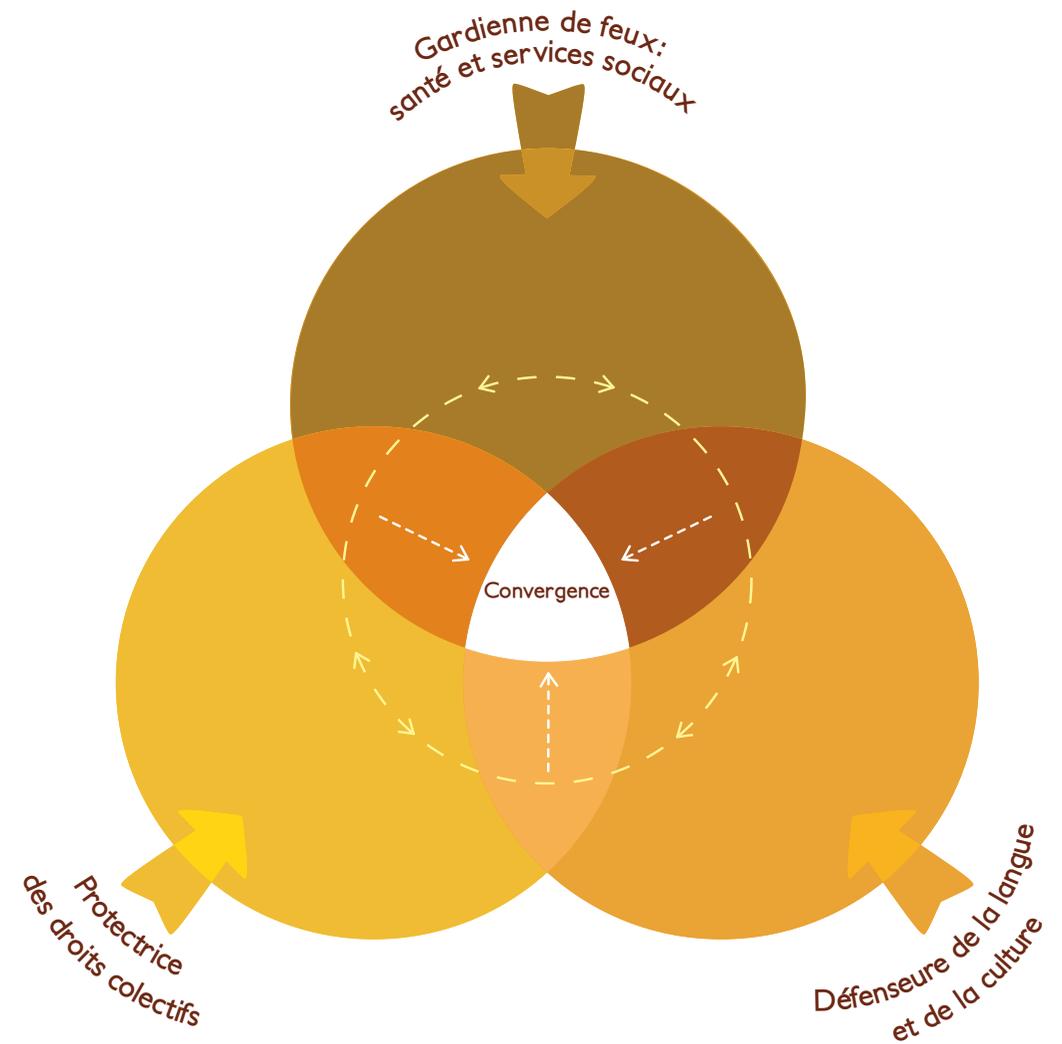
⁵ Projet de loi C-31, Loi modifiant la Loi sur les Indiens.

Axes d'interventions politiques et sources de motivation

En résumé, vous êtes des gardiennes de feux qui veillez par vos actions politiques à la santé globale de vos populations (interventions politiques axées sur les conditions de vie de vos collectivités, principalement la santé et les services sociaux), des ardentes défenseures de la langue et de la culture autochtone (interventions politiques visant la promotion de l'éducation et de la culture), ainsi que des protectrices des droits collectifs (interventions politiques visant la défense des droits et le lobbying).

Votre entrée en politique est donc généralement nourrie par le souhait d'aider, de défendre et de promouvoir les intérêts des vôtres, les enfants occupant une place importante dans vos propos. La quête du pouvoir pour le pouvoir n'était pas au cœur de votre discours.

Notons que ces axes d'interventions politiques et vos sources de motivation ne sont pas statiques et peuvent varier dans le temps ou selon le contexte. Vos propos laissent entrevoir que bien que ces axes et que ces sources soient généralement la porte d'entrée en politique, votre vécu politique et l'expérience qui s'y rattache vous amènent à considérer différents moyens et différentes stratégies selon l'enjeu des dossiers en cause. Avec l'expérience, vos interventions politiques et votre motivation semblent converger.



3. L'équilibre dans la complémentarité : la place des femmes en politique autochtone, un rôle essentiel pour le mieux-être global ⁶

Vous croyez fortement au rôle et à la place des femmes en politique comme mesure pour privilégier l'équilibre des pouvoirs et favoriser les dynamiques décisionnelles bénéfiques à vos collectivités. Avec un discours globalement proégalité en matière de représentativité femmes-hommes, vous avez exprimé un certain dualisme avec les hommes élus, notamment en signalant par diverses illustrations que l'apport des femmes est plus créatif, plus productif, sans pour autant diminuer l'importance de la place des hommes en politique et au sein des communautés. Selon vous, l'apport des élues est complémentaire, porteur de nouvelles solutions et nourrit une vision holistique nécessaire aux communautés. Pour certaines, les femmes élues encouragent davantage la conciliation, respectent mieux les membres de la communauté et l'administration publique en place.

Pour plusieurs, l'entrée en politique, ou son maintien, s'incarne dans la nécessité de « reprendre sa place » comme femme, place qui a été perdue selon vos dires, notamment par les effets pervers de la colonisation. Vous avez donné comme exemple la Loi sur les Indiens et les attitudes machistes qui en découlent, de même que les pensionnats.

Vous avez, à plusieurs occasions, exprimé que le rôle des femmes en politique est généralement plus ardu, certaines doivent lutter davantage, à différents niveaux, pour atteindre leurs objectifs politiques et plus particulièrement si elles souhaitent investir un champ politique non traditionnel (territoire, ressources, revendication, etc.). Les dossiers confiés aux femmes élues demeurent majoritairement liés à la famille et aux enfants. Selon vos dires, le rôle de conseillère politique, celui dans lequel se retrouvent plus souvent les femmes, n'est pas toujours un poste à temps plein, et ce, bien que les portefeuilles attribués soient significatifs et demandent un temps d'investissement déterminant pour assumer de manière responsable la charge de travail attribuée.

⁶ L'équilibre dans la complémentarité fait référence à une logique holistique, au principe de complémentarité des rôles entre les femmes, les hommes, mais aussi les enfants et les aînés au sein de vos collectivités. L'« équilibre dans la complémentarité » et le « reprendre sa place » gagneraient, afin de cerner la portée de vos paroles, à être explorés.

- *Je veux faire comprendre que le bien-être de la communauté (familial, personnel, économique...) passe par la participation des femmes à la vie politique. Avant, il n'y avait pas de place pour les femmes en politique, il n'y avait pas de support.*
- *Ça a changé. Avant, les hommes ne voulaient rien entendre. Plus on est de femmes, plus ils doivent nous écouter.*
- *Il est temps que la femme prenne sa place, reprenne sa place. Même les aînés le disent.*
- *On doit prendre notre place comme femme. Reprendre notre place.*
- *La femme aujourd'hui peut tout faire, elle doit reprendre sa place.*
- *Les femmes doivent reprendre leur place, le pouvoir qu'elles ont perdu avec la colonisation. Un leader n'a pas de sexe. Il avance, il développe.*
- *Maintenant, il y a beaucoup de respect de la part des hommes.*
- *Aujourd'hui, les femmes parlent plus au Conseil.*
- *Les femmes apportent un nouveau regard stratégique sur le développement.*
- *Les femmes sont plus à même de changer les choses. Je suis en politique parce que les gens me l'on demandé. Je sais que je peux faire quelque chose pour ma communauté, j'ai quelque chose à offrir. Je suis une personne organisée, structurée et j'ai une vision pour ma communauté.*
- *Il faut être plusieurs femmes. Si on est seule, on n'est pas écoutée, pas appuyée.*
- *Les femmes ont des préoccupations pour les enfants, l'avenir. Les hommes semblent oublier ces problèmes, comme si ce n'était pas assez important.*
- *Pour les négociations, comme ce sont des hommes qui sont de l'autre côté, le Conseil préfère envoyer des hommes. Il faudrait changer ça.*
- *Les femmes prennent des chemins différents. C'est important que ces chemins soient abordés [en politique], c'est une question d'équilibre.*
- *Il faut qu'il y ait plus de femmes en politique. Les hommes sont centrés sur les enjeux territoriaux, les femmes se préoccupent et voient les problèmes sociaux.*
- *Il ne faut pas utiliser le pouvoir pour construire son pouvoir.*

La présence de plusieurs femmes élues et la solidarité féminine au sein de l'instance politique seraient favorables, bien que parfois impossibles, considérant les luttes associées aux réalités claniques ou autres. Certaines ont parlé de l'importance de maintenir l'indépendance de leur voix, par respect pour la population, et ce, malgré la pression des pairs parfois ressentie avec les luttes de clans.

Contrairement aux approches plus « masculines », notamment celles qui valorisent les jeux de pouvoir, la « théorie des petits pas » est privilégiée par plusieurs d'entre vous, sans toutefois exclure d'autres moyens stratégiques. Votre âge joue un certain rôle pour asseoir votre crédibilité au sein de l'instance politique pour laquelle vous êtes élues : plus jeunes vous êtes, plus grand est le défi. Les réalités associées à la famille, telle la conciliation travail-famille, ne sont pas identifiées comme source de conflits, mais plutôt comme un défi spécifique aux femmes, une réalité, une situation de fait. Votre discours met en évidence la place prépondérante que vous accordez au rôle de mère, certaines ayant comme préoccupation les conséquences de leur carrière politique sur la vie de leurs enfants et de leur famille. De plus, vous devez fréquemment mener de front une carrière professionnelle avant, pendant et après le processus électoral.

- *Avant, il n'y avait pas de place pour les femmes en politique, il n'y avait pas de support.*
- *Ce sont les femmes qui amènent le plus de nouvelles idées. C'est important d'atteindre l'équilibre hommes-femmes.*
- *Les femmes ont une vision plus globale de la vie d'une communauté, du présent et de l'avenir.*
- *Les femmes ne voient pas les choses de la même façon que les hommes, les solutions qu'elles voient sont différentes. C'est ça qui est bon pour la communauté. C'est l'équilibre.*
- *Les femmes sont plus réceptives aux recommandations et aux suggestions. Réceptives à ce que les gens sont.*
- *Il faut être plusieurs femmes dans un conseil. On peut parler, échanger sur les solutions. S'il n'y a pas d'autres femmes, c'est difficile d'apporter nos idées.*

- *Je me sens jugée à cause de mon âge et de mon inexpérience.*
- *Les femmes ont l'habitude de porter plusieurs chapeaux.*
- *Je vis un conflit de rôles (élue, mère, travailleuse). C'est beaucoup de pression pour ma famille. Parfois, j'ai peur pour mes enfants.*
- *Les femmes travaillent dans la conciliation, dans le respect de chacun, le respect du peuple.*
- *Les femmes politiciennes délèguent plus à l'administration. Elles restent plus dans la communauté. Elles sont près des gens, de la base.*
- *Les femmes doivent se défendre plus que les hommes. Elles doivent travailler plus fort.*
- *Les femmes doivent se positionner, se battre pour avoir la responsabilité des dossiers qu'elles veulent. Je ne veux pas rester dans les dossiers traditionnellement réservés aux femmes. Les revendications territoriales, ça m'intéresse. Je pense que c'est très important pour la communauté. Je veux y participer activement. Je suis très connectée à la défense des droits. Je ne veux pas m'occuper du dossier social. Ce n'est pas ma force.*
- *Comme femme, tu dois travailler fort pour montrer ce que tu sais faire, pour faire avancer les dossiers, pour être écoutée.*
- *Certaines quittent leur emploi, d'autres non. Les réunions se tiennent surtout le soir.*
- *Le fait d'être en politique n'a pas vraiment d'impact sur les enfants, sauf si tu poses des actions fortes.*
- *Les hommes sont plus coléreux, plus agressifs; les femmes donnent une impression de sérénité. C'est bon pour la population, la communauté. Les hommes écoutent et finissent par accepter. On ne veut pas attaquer les hommes, c'est l'équilibre qui est important. Ça change lentement, on doit « dealer » avec la mentalité des hommes, surtout ceux des autres générations.*
- *Le pouvoir des hommes, c'est difficile, très difficile de travailler avec un gang d'hommes. On doit être plusieurs femmes, on doit se tenir.*
- *Les femmes sont de plus en plus demandées en politique par la population. Les hommes veulent gagner, ils sont dans la quête de l'avoir, du pouvoir. Les femmes sont souvent plus près des gens.*
- *Plusieurs petits actes bien faits finissent par faire quelque chose de bien. C'est la différence entre les hommes et les femmes.*

4. Les besoins que vous avez identifiés comme femmes élues

Une majorité d'entre vous avez des hommes ou des femmes politiques comme modèle, autochtones ou non, sans toutefois avoir accès à un « *coaching* » direct de leur part. Vous avez affirmé que vos codes électoraux étaient non discriminatoires à l'égard des femmes mais que la parité entre vous et les élus n'y apparaît pas. Malgré une connaissance générale et affirmée au regard du code électoral de votre collectivité, plusieurs ont signalé l'absence de compréhension des enjeux sous-jacents à ce dernier.

La Loi sur les Indiens ainsi que les modalités afférentes au droit coutumier méritent pour certaines d'être davantage étudiées puisque leur complexité et les différentes réalités associées rendent votre tâche d'élues plus laborieuse⁷. Par ailleurs, plusieurs identifient la nécessité de développer des stratégies pour faire face aux lourdeurs administratives gouvernementales et aux enjeux juridiques associés, vécus par certaines comme un défi (challenge) et par plusieurs comme une embûche à l'amélioration des conditions de vie des collectivités.

Bien que vous soyez toutes des femmes, autochtones et élues, la diversité de vos réalités met en évidence l'ampleur du défi auquel vous êtes confrontées comme collectif pour répondre à une panoplie de besoins variables. Vous avez fréquemment verbalisé la nécessité de partager entre vous, comme femmes élues, et auprès d'autres groupes, pour favoriser l'efficacité de vos actions politiques, individuelles ou collectives. Ce besoin tangible de partage et d'échanges milite à lui seul pour un collectif fort favorisant soutien et formation.

- *La politique dans une communauté, c'est complexe, c'est difficile, il y a beaucoup de choses à faire. C'est pour ça que les femmes doivent se regrouper.*
- *Le gouvernement ne nous aide pas. C'est complexe. Eux, ils se comprennent, mais ils ne nous comprennent pas.*
- *On doit se détacher du gouvernement, trouver d'autres solutions, des solutions qui nous ressemblent.*
- *Actuellement, il n'y a rien pour soutenir le travail des femmes en politique.*
- *Les relations avec les gouvernements ne sont pas difficiles, juste complexes. C'est la complexité qui rend les choses intéressantes, elle nous amène à relever des défis. Il faut trouver des solutions qui nous correspondent. On doit développer des stratégies pour « dealer » avec tout ce monde.*
- *C'est important d'avoir des engagements politiques hors de la communauté, ça permet de créer des ponts.*
- *On doit voir large, plus loin que ce qui est devant nous. On doit toujours travailler de façon sensée et logique avec des détails sur les choses importantes. On doit rester « focuser ».*
- *C'est important de réunir tous les groupes ensemble pour travailler, pas seulement le Conseil, mais le comité santé, le comité des jeunes, le comité-école, le comité loisirs... On doit travailler sur une base communautaire, ça fait partie de nous.*
- *On doit être authentique, favoriser l'esprit d'équipe au sein du Conseil et des organisations. On ne doit pas poser des actions pour le pouvoir ou le prestige. On ne doit pas avoir peur d'apprendre, on doit savoir s'entourer, savoir déléguer. C'est comme ça qu'on peut avancer. On doit développer des stratégies pour travailler avec le gouvernement. Ce sont deux mondes complètement différents, on doit trouver des solutions.*

⁷ Cette remarque sur cette loi ne signifie pas que les élues sont en accord avec cette dernière.

4.1 Soutien

Malgré la reconnaissance que la population vous attribue et vos capacités de leader reconnues, le rôle d'élue, dans un contexte communautaire de proximité, génère chez certaines un sentiment d'isolement qui rend parfois cette tâche socialement difficile.

Les attentes de la communauté à votre égard, parfois hors contexte et sur lesquelles vous n'avez pas de pouvoir (perception erronée du rôle d'élue), de même que diverses exigences du milieu politique (difficulté pour certains de comprendre les limites entre le politique et l'administratif, contexte d'urgence ne permettant pas une analyse complète avant la prise de décision, absence de structures ou de financement pour soutenir le rôle d'élue, etc.) exercent des pressions sur vous et restreignent parfois votre marge d'action politique.

Selon vos commentaires, ces pressions sont allégées par des échanges entre élues permettant le partage d'expériences terrain, d'intérêts ou de dossiers communs, sans avoir à expliquer l'ensemble des réalités sociocommunautaires associées au milieu autochtone. Les échanges entre vous sont perçus comme un moyen complémentaire pour favoriser l'identification de solutions ponctuelles permettant aussi de mieux mettre ses limites, d'affirmer ses positions politiques et de gérer les contextes de confrontation.

Pour vous, le soutien ne se limite pas nécessairement aux échanges entre pairs; il comprend la nécessité de recevoir une information à jour sur les différents dossiers pilotés, entre autres, par les instances régionales autochtones. À cet égard, l'absence d'information est perçue comme une entrave au bon fonctionnement de votre rôle politique. Une information de qualité et continue est identifiée comme un instrument essentiel à l'efficacité du rôle politique.

- *Le premier mandat, c'est de l'apprentissage; il y a beaucoup de choses à comprendre, à maîtriser.*
- *Le genre n'a pas d'importance en politique chez nous, c'est le profil, les qualités que les gens veulent.*
- *C'est important d'avoir un bon réseau de support.*
- *La pression des pairs peut être difficile, surtout de la part des aînés.*

- *On a besoin de conseils, de réseautage et de support.*
- *Nous avons trop de rôles (mère, élue, employée, sœur, fille). C'est difficile de mettre des limites. On est imputable tout le temps, mais on a peu de temps pour notre rôle d'élue. La pression est difficile.*
- *Le regard que les gens ont sur nous change. Tu n'es plus la sœur de, la fille de, tu es une élue.*
- *Parfois, c'est difficile. On nous regarde comme des modèles. Notre personnalité ne s'est pas construite dans l'objectif d'être visible, de répondre à tant d'attentes.*
- *La population nous place sur un piédestal, c'est angoissant. Des fois, tu sens que tu ne pourras pas répondre à leurs attentes. Au Conseil, je ne me sens pas écoutée. On nous bouscule pour qu'on prenne des décisions rapidement. Je suis inconfortable. J'ai peur de décevoir.*
- *J'ai des enfants et un travail. Je n'ai pas le temps de bien analyser tous les dossiers. J'ai peur de perdre ma crédibilité auprès de la population. Souvent, on me présente des résolutions à signer en urgence. Si tu ne signes pas, on va perdre les fonds! Je trouve ça difficile.*
- *En politique, t'es dans une machine que tu ne comprends pas tout le temps. Il faut être forte.*
- *C'est difficile en politique. Ça prend beaucoup de force, il y a beaucoup de confrontation.*
- *Je n'ai pas aimé ma première expérience en politique. C'était très difficile. Je me sentais plus utile au travail que comme élue.*
- *Au Conseil, il y a deux sièges pour les femmes. Souvent, on a l'impression de ne pas être écoutées, de ne pas avoir d'appui.*
- *J'ai de la difficulté à faire passer mes idées. Je suis démunie, je ne sais pas comment faire. Je me sens presque obligée de mettre un poing sur la table, comme les hommes. Nous sommes [plusieurs] élus, donc [plusieurs] pensées différentes. Je ne sais pas comment faire pour concilier tout ça. Je me sens découragée. J'ai l'impression d'être dans la brousaille.*
- *Les limites sont parfois difficiles à définir.*
- *Le problème, c'est d'avoir l'information – être informée. On devrait avoir une veille gouvernementale pour nous informer de ce qui se passe. Il doit aussi y avoir plus de communication avec l'APNQL. On n'est pas toujours informée de ce qui se fait dans les commissions.*

4.2 Formation

Peu d'entre vous ont reçu une formation spécifique avec votre mandat d'élue. Cela dit, plusieurs ont appris en cours de route, avec la collaboration de pairs, et se sont instrumentées avec les moyens du bord (autoformation). Un bon nombre d'entre vous ont eu recours à des formations sur mesure adaptées à leur réalité locale et non pas à leur réalité régionale. Le besoin de formation sur mesure est identifié comme une alternative pertinente pour favoriser l'efficacité politique (droit, politique, stratégie, négociations, analyse budgétaire, gestion de projets, gestion des ressources humaines et matérielles, ...).

Plusieurs d'entre vous ont souligné les problèmes vécus avec les médias régionaux et nationaux qui sont souvent perçus comme étant de mauvaise foi. Mieux être formées pour faire face aux journalistes « blancs » est identifié par certaines comme une nécessité, particulièrement en ce qui a trait aux alliances stratégiques qui peuvent être développées. Quelques-unes d'entre vous ont précisé la manière avec laquelle elles ont créé des alliances avec certaines personnes des médias régionaux afin d'éviter les effets pervers de l'amateurisme de certains journalistes.

Fait intéressant, certaines ont signalé que le besoin de formation n'est pas exclusif aux autochtones mais qu'il serait tout aussi bénéfique aux allochtones, qu'il s'agisse de relations avec les gouvernements, les médias, les intervenants sociaux et autres afin de favoriser une compréhension mutuelle.

Enfin, l'identification de vos besoins de formation est complexifiée par la diversité de vos réalités et l'éventail de formations académiques que vous détenez (secondaire, collégiale, universitaire [1^{er}, 2^e, 3^e cycles] ou autres expertises et savoirs [en milieu de travail, en forêts, etc.]).

- *Les décisions se prennent trop vite, on n'a pas assez d'information, on n'a pas tous les faits (rubber stamping).*
- *On a besoin de formation comme nouvelle élue. Il y a beaucoup de dossiers et on ne sait pas quoi faire avec les dossiers, comment faire une résolution, comment travailler avec le personnel, par quel bout analyser les choses.*
- *On a besoin de formation pour travailler avec les médias, pour développer des stratégies politiques et pour l'analyse financière.*

- *On a des problèmes d'information et de formation. Il faut trouver des solutions.*
- *On doit avoir des formations qui nous aident à mettre en place des stratégies politiques globales et à travailler avec les gouvernements.*
- *On doit avoir de la formation pour comprendre les différents niveaux (paliers de gouvernement).*
- *De la formation à la négociation serait importante.*
- *On doit avoir une formation pour les élues et les gestionnaires.*
- *La séparation entre le politique et l'administratif n'est pas toujours facile. La population devrait être éduquée, les chefs des communautés également.*
- *Les élus mélangent souvent politique et administratif. On doit faire attention. On doit mettre en place des mécanismes pour diviser les deux sphères.*
- *Toutes les formations et les expériences prises à l'extérieur sont bonnes pour la communauté.*
- *Les médias font de la désinformation. Ils manipulent les informations qu'on leur donne.*
- *On doit apprendre à travailler avec les médias pour que ce soit utile pour nous.*
- *On doit avoir de la formation pour savoir comment travailler avec les médias. C'est dangereux, ils peuvent nous couler, mais on n'a pas le choix. On doit travailler avec eux. Les médias peuvent décider de l'avenir d'une nation.*
- *Les structures dans lesquelles on évolue sont complexes. On doit mieux les comprendre. Les médias ne sont pas utilisés comme action politique. On doit changer ça, sinon ils peuvent nous détruire.*
- *De la formation devrait être donnée aux élues. On doit connaître ce que font les organismes régionaux; s'il y a méconnaissance, ça nuit. Les organismes régionaux jouent un rôle d'intermédiaire. Il y a trop de monde en même temps, trop d'intervenants, on s'y perd.*
- *Nous manquons d'information, d'enseignement sur les processus, les procédures. On finit par s'y perdre. Quand j'ai été élue, je ne savais pas ce que ça faisait un conseil. J'avais des idées de changement pour l'avenir de la communauté. Je ne sais plus comment m'y prendre pour les mettre en place.*
- *On doit avoir des outils de vulgarisation sur les structures, c'est complexe de savoir qui fait quoi, qui parle à qui. C'est comme « Les douze travaux d'Astérix ».*

4.3 Relève

Pour la majorité, la relève de femmes élues passera d'abord et avant tout par l'exemple que vous donnerez aux jeunes de vos collectivités. Ainsi, ce sont vos accomplissements et la congruence de vos actions politiques (cohérence entre l'action et la parole) qui vont garantir une relève active. Vous êtes convaincues de l'importance d'atteindre un niveau élevé de performance politique afin de faire rayonner le rôle d'élue et, par conséquent, le valoriser pour mobiliser les jeunes de vos communautés.

Parallèlement, vous reconnaissez dans l'ensemble l'importance d'intégrer, sur le plan scolaire, de la formation visant à faire connaître les enjeux de la politique autochtone, ses rouages et ses mécanismes. Par ailleurs, diverses initiatives dans le but de faire émerger le leadership chez les jeunes sont déjà en place dans plusieurs de vos collectivités comme des concours oratoires ou des conseils de bande étudiants.

Ainsi, vous soutenir et vous offrir des formations favorisant l'efficacité politique restent certainement un moyen privilégié pour favoriser la relève et démontrer l'importance du rôle des femmes en politique autochtone pour l'atteinte de l'équilibre visant le mieux-être des collectivités.

- *C'est important de soutenir la relève : classe de leadership spéciale, mentorat pour les filles, concours oratoires pour les jeunes, impliquer les jeunes femmes dans des comités pour qu'elles se construisent, qu'elles prennent confiance. **C'est important de « grounder » les jeunes femmes sur les valeurs importantes. On doit travailler sur les valeurs qui nous caractérisent comme société.***
- *Informez les jeunes, les sensibilisez. **Chez nous, on fait toujours de la politique. Tu ne peux pas te sortir de la politique de ta communauté. Tu fais partie de la vie de la communauté, donc tu participes à la vie politique. Tu es né Indien, donc tu fais de la politique. C'est comme ça.***
- ***Il faut aider les jeunes à comprendre la politique.** Les jeunes hommes et les jeunes femmes (groupes de rencontres, conférences, modèles). Les jeunes doivent montrer un intérêt actif. **On doit les éduquer dès l'école au rôle de politicien, à la politique.***
- *Important de former et de sensibiliser les jeunes pour assurer une relève.*
- ***En politique, les femmes voient des choses que les hommes ne voient pas. Il n'y a pas encore assez de femmes, on doit faire des efforts pour en former plus.** Les hommes ont le nez collé sur les dossiers et ne voient rien d'autre. Ils font les mêmes erreurs encore et encore. Ils sont trop orientés « business » pas assez famille, collectivité. Ils ont souvent une vision étroite « old fashion ».*
- *On doit éduquer la population au vrai rôle politique. **On doit faire disparaître la vieille culture politique (old fashion way).** Il faut travailler à changer les choses.*

Conclusion

La collaboration terrain entre le groupe de travail des femmes élues autochtone du Québec de l'APNQL et le Conseil du statut de la femme a d'abord permis la rencontre entre vous et entre vous et nous. Cette fructueuse association a notamment favorisé, par l'entremise de moyens convenus ensemble et brièvement identifiés à l'annexe, une collecte d'information diversifiée concernant vos réalités, celles des élues autochtones des Premières Nations du Québec. Le partage de ressources et d'expertise a favorisé la coconstruction du savoir, permettant ainsi d'établir ce portrait collectif que nous présentons. En reconnaissant nos différences et nos complémentarités durant l'ensemble du processus pour mener à terme ce projet, nous avons respecté les principes féministes visant à reconnaître la femme comme sujet (et non comme objet d'étude). Par ailleurs, cette démarche s'inscrit dans l'esprit du protocole de recherche de l'APNQL.

Avec la richesse des expériences humaines que vous avez généreusement partagées, nous sommes en mesure d'affirmer que vous êtes fondamentalement engagées dans la réalité des collectivités pour lesquelles vous êtes élues. Il existe pour vous de multiples enjeux politiques de santé et de services sociaux, de culture et d'éducation, de droits pour les femmes et vos nations, notamment la gestion du territoire et des ressources. La singularité de vos communautés et la pluralité de vos réalités indiquent clairement qu'il est plus que justifié de parler au pluriel lorsque nous tentons de comprendre la réalité liée au rôle de femme élue autochtone.

Vous nous avez dit que votre rôle d'élue est stimulant, souvent énergisant, bien que parfois difficile à gérer considérant vos multiples engagements et divers rôles (élue, professionnelle, mère, grand-mère, conjointe). Préoccupées par l'efficacité de votre rôle d'élue, vous êtes conscientes de vos limites et des besoins de soutien et de formation associés à ce dernier. Vous avez exprimé des besoins variés de formation, d'information et de soutien (échanges, mentorat/pairage, réseautage, ...) ainsi que le bénéfice que pourrait avoir une réponse favorable à ceux-ci. À cet égard, la capacité de répondre aux besoins identifiés dans cette recherche favorisera, selon vous, une relève féminine autochtone active en politique. Vos besoins incluent, pour plusieurs, la nécessité d'être mieux outillées afin de créer les alliances nécessaires à l'accomplissement de la tâche.

Malgré des réalités sociales et économiques fort différentes, vous êtes engagées et unies dans la défense et la promotion de la justice sociale, du droit collectif et de la non-discrimination. Certaines ont soulevé plus spécifiquement des enjeux de discrimination qui les interpellent, dont les répercussions du métissage sur les descendants, les placements d'enfants en famille d'accueil hors réserve et les biens immobiliers matrimoniaux. Ces sujets d'intérêts pointus, tout comme d'autres liés aux axes de motivation et moteurs d'actions politiques, ont souvent été soulevés avec passion et émotion laissant entrevoir le besoin d'information et de formation et la nécessité d'échanger entre vous.

« Reprendre sa place comme femme au sein des instances politiques autochtones » et « l'équilibre pour le mieux-être » (représentation des intérêts des enfants, des aînés, des hommes et des femmes) sont omniprésents dans vos propos, ce qui souligne l'attachement que vous avez pour ces concepts sans toutefois leur donner pour autant de signification explicite. À cet égard, ceux-ci méritent d'être davantage explorés et pourraient faire l'objet d'études complémentaires.

Nous espérons que ce portrait collectif vous rejoigne comme femmes élues autochtones et vous remercions de la confiance que vous nous avez accordée. C'est à vous maintenant de choisir la voie à prendre pour trouver, le cas échéant, votre voix collective.

- *Comme femmes élues, on ne doit pas être dans la pensée magique que tout peut arriver rapidement, facilement. Que l'argent règlera tous les problèmes. **On doit avancer pas à pas, pierre par pierre et garder notre cap, nos objectifs. Il ne faut pas mettre toute notre énergie dans les choses négatives, il faut aussi voir ce qui va bien et le faire voir aux gens.***
- *On doit **développer des plans avec une vision globale** (avoir une pensée très structurée – être étapiste). On doit s'assurer de bien comprendre, de mieux comprendre le système avant de prendre des décisions. On doit regarder toutes les options. C'est difficile de changer la mentalité des gens, de les convaincre de changer de structure, de leur apporter une autre vision. Mais on doit le faire. Tu as un portfolio, des dossiers précis, mais tu ne dois pas t'occuper seulement de ça. **La finalité, c'est toute la vie et l'avenir de la communauté.***

Annexe

La démarche a été pensée afin de respecter l'esprit du protocole de recherche des Premières Nations du Québec et du Labrador. Il s'agit d'une recherche-action participative⁸ de nature qualitative, alliant chercheurs du Conseil du statut de la femme et du groupe de travail des femmes élues de l'APNQL et le soutien méthodologique d'une chercheuse externe. L'information servant de base à cet écrit a été recueillie lors de groupes de parole auxquels l'ensemble des femmes élues autochtones du Québec a été invité à participer⁹. Ces invitations ont été lancées conjointement par le groupe de travail de l'APNQL et le Conseil du statut de la femme. Sept groupes de parole ont eu lieu sur la Côte-Nord, en Abitibi-Témiscamingue, à la Baie-James, dans les régions de Québec et de la Gaspésie ainsi qu'à Montréal et ont permis à 22 élues de 8 nations présentes sur le territoire du Québec de partager leurs réalités. Cette diversité des participantes doit être soulignée du fait que les femmes autochtones élues et leurs nations ne forment pas une catégorie homogène, que les réalités sociopolitiques associées aux collectivités et au rôle d'éluée sont variables selon la localisation (rurale, semi-rurale, urbaine et hors réserve) et, enfin, qu'il existe plusieurs distinctions quant aux modes électoraux au sein d'une nation ou d'une collectivité. Ces groupes de parole se sont déroulés du 11 mars 2009 au 16 avril de la même année.

L'objectif principal des groupes visait, à la demande du groupe de travail des femmes élues de l'APNQL, à mieux connaître la réalité des élues autochtones du Québec, et ce, par l'entremise d'échanges avec elles et entre elles, afin de comprendre les enjeux associés à ce rôle et de favoriser la représentativité féminine au sein des conseils de bande ou tribaux. Notons la rareté de documents écrits sur la réalité, au Québec, des femmes autochtones élues d'aujourd'hui. Cette collaboration unique entre le milieu autochtone et le Conseil du statut de la femme s'est révélée une occasion privilégiée pour colliger de l'information à ce sujet.

Différents thèmes touchant la vie privée et publique préalablement établis ont été abordés lors de ces rencontres coanimées, en français et en anglais, par la

représentante désignée par le groupe de travail des femmes élues du Québec et l'agent de recherche attiré par le Conseil du statut de la femme. Notons que les participantes pouvaient s'exprimer dans la langue de leur choix (langue autochtone suivie de traduction libre, anglaise ou française, en français ou en anglais). Les questions balisant ces entretiens avaient été présentées, au préalable pour commentaires, à un groupe restreint de femmes élues autochtones.

La vaste diversité des réalités observées lors des groupes de parole a demandé aux chercheurs l'accommodement constant aux réalités terrain, et ce, afin de favoriser l'échange entre les élues, qui souvent ne se connaissaient pas et se trouvaient à être de communautés et de nations différentes. Nous tenons à souligner l'importance que ces femmes ont généralement accordée à se reconnaître entre elles avant d'exprimer les enjeux qui les habitaient pour tirer des conclusions communes et, le cas échéant, établir le ou les liens qui les unissent.

L'équipe de recherche a obtenu le consentement verbal des participantes, préalablement à leur contribution dans cette démarche, la formule du consentement écrit ayant été rejetée par le groupe de travail des femmes élues sur la base de l'accommodement culturel. Les propos recueillis ont fait l'objet d'une analyse thématique dans le cadre d'une démarche conjointe impliquant les chercheurs de l'APNQL et du Conseil du statut de la femme.

Conformément à l'approche retenue, une version préliminaire du présent document a été présentée à un groupe restreint de femmes élues autochtones appartenant à 4 nations de 7 communautés différentes, et ce, afin d'assurer la crédibilité des résultats et des conclusions. À l'issue de ces deux journées d'appropriation et d'échanges, en conformité avec les commentaires, certaines modifications mineures ont été apportées au contenu du document ainsi qu'à ses modalités de diffusion. Par ailleurs, des actions ont été identifiées et entreprises par les femmes élues depuis.

⁸ Pour plus de renseignements sur cette méthode de recherche, nous suggérons l'ouvrage suivant : Marika MORRIS, *La recherche-action participative : un outil pour le changement social!*, Ottawa, Institut canadien de recherches sur les femmes, 2002, 78 p.

⁹ En septembre 2008, préalablement à la collecte de données, le nombre exact de femmes élues autochtones était recensé pour la première fois lors du premier rassemblement des femmes élues auquel le Secrétariat aux affaires autochtones du Québec, le ministère des Affaires indiennes du Nord canadien et le Conseil du statut de la femme participaient comme observateurs.

Conseil du statut
de la femme

Québec 